

21 septembre 2006, États-Unis

Allocution aux Nations Unies

Monsieur le Secrétaire général,

Distingués Délégués,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur, à titre de Premier ministre du Canada, de vous parler aujourd'hui des enjeux importants auxquels nous faisons face en tant que membres des Nations Unies. Les Nations Unies sont nées d'une combinaison des besoins de stabilité et de sécurité propres à toutes les nations et des idéaux auxquels nous devrions tous aspirer, à savoir la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Nos responsabilités au sein de l'organisation sont aussi diverses qu'importantes. Je ne peux toutes les mentionner ni donner à chacune d'elles le crédit qu'elle mérite.

Pour être efficace, le Canada ne peut diluer ses efforts dans l'ensemble de ces dossiers. Nous devons concentrer nos ressources considérables, mais limitées dans les secteurs où nous pouvons changer les choses. Permettez-moi donc d'aborder un sujet précis et essentiel où se conjuguent l'intérêt commun et une fin noble, à savoir la mission en Afghanistan. Peu après les attaques du 11 septembre 2001, les Nations Unies ont reconnu qu'en prônant le terrorisme, le régime taliban était une menace à la paix et à la sécurité mondiales. Kofi Annan, notre distingué secrétaire général, que nous remercions de ses dix années de loyaux services, a expliqué en peu de mots la raison pour laquelle nous devons combattre le terrorisme. Le terrorisme, a-t-il dit « est une attaque directe contre les valeurs essentielles que défendent les Nations Unies : la primauté du droit, la protection des civils, le respect mutuel entre les peuples de confessions et de cultures différentes; et le règlement pacifique des conflits. »

Voilà pourquoi nous avons, au sein des Nations Unies, la responsabilité de vaincre le terrorisme. Voilà pourquoi, unanimes et déterminées, les Nations Unies ont assumé leurs responsabilités et joué leur rôle. Et voilà pourquoi le Canada, qui a perdu 24 de ses ressortissants dans les attaques du 11 septembre, a répondu à l'appel. Et nous sommes là. La mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan est la plus importante mission politique spéciale de l'organisation. Et c'est aussi – et de loin – l'engagement le plus important et le plus vaste du Canada à l'étranger. Ainsi, la mission de l'ONU est la mission du Canada. Il y a au moins 19 agences de l'ONU présentes en Afghanistan. Elles œuvrent inlassablement à aider le peuple afghan et son gouvernement national à se débarrasser des auteurs d'actes de terrorisme et à bâtir une démocratie et une société sûres.

Parallèlement, environ 20 000 soldats – dont plus de quelque 2 500 Canadiens – provenant de 37 pays participent à l'action militaire menée pour stabiliser l'Afghanistan et pour éliminer une fois pour toutes, les dernières traces du régime taliban. Toutes nos actions en Afghanistan – civiles et militaires – sont menées en conformité avec le mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies. Bref, nous sommes tous solidaires, de concert avec le gouvernement démocratiquement élu d'Afghanistan et sous l'égide de l'organisation qui

représente notre volonté collective. Mais soyons réalistes. Les défis auxquels nous faisons face dans ce pays sont énormes. Il n’y a pas de remède miracle. De plus, la réussite ne peut venir que des seules mesures militaires. Nous le reconnaissons tous. La réussite exige aussi une contribution civile forte et inébranlable. Des éducateurs, des ingénieurs, des conseillers en élections, une aide directe et une assistance technique. La liste est longue, mais ces contributions sont essentielles.

Voilà pourquoi le Canada prend part à des travaux tels que la reconstruction des écoles de fillettes, détruites par les talibans ivres de haine. Voilà pourquoi nous avons augmenté au printemps dernier notre aide au développement, portant la contribution totale du Canada à près d’un milliard de dollars sur dix ans, afin d’aider le peuple d’Afghanistan. Ces deux actions – reconstruction d’une société éclatée et environnement sécuritaire stable – vont de pair. Nous faisons des progrès – de cela nous n’en doutons pas. J’en veux pour preuve les 5 millions de réfugiés rapatriés, les 5 millions d’écoliers et plus et les 10 millions d’électeurs pour divers scrutins démocratiques. Plus d’un quart des sièges de l’assemblée législative de l’Afghanistan sont désormais occupés par des femmes – ce qui est remarquable dans une nation où il y a encore peu d’années les filles n’avaient pas le droit d’aller à l’école et les femmes n’avaient aucun droit quel qu’il soit.

Le succès de cette mission, qui procure à la fois la sécurité et le développement, est essentiel à la sécurité, au gagne-pain et à l’avenir même du peuple afghan – mais il est aussi vital à la santé et à l’avenir de notre organisation. Rappelons-nous que le gouvernement démocratiquement élu d’Afghanistan – qui est dirigé par le Président Karzaï – a demandé l’aide des Nations Unies et de ses États membres dans la lutte qu’il mène contre la terreur, l’intimidation, la violence et l’oppression. Nous avons répondu. Mais les progrès que nous avons réalisés en Afghanistan ne sont pas irréversibles. Pas encore. Des soldats, diplomates et coopérants canadiens sont en première ligne pour assurer l’avenir de l’Afghanistan. Les Canadiennes et les Canadiens sont extrêmement fiers du rôle de leader qu’ils ont joué, mais ils pleurent aussi les pertes qu’ils ont subies.

Nous sommes tout à fait conscients du fait que la mission de l’ONU n’est pas terminée. Nous ne nous faisons aucune illusion sur les difficultés qui nous attendent. Ces difficultés ne nous effraient pas, ce qui nous effraie, c’est l’absenté de volonté commune au sein de cette organisation. Après tout, si nous trahissons le peuple afghan, c’est nous-mêmes que nous trahissons. Car il s’agit de la plus forte mission des Nations Unies et celle qui nous met donc le plus à l’épreuve. Notre volonté commune et notre crédibilité seront jugées. Nous ne pouvons pas nous permettre d’échouer. Nous réussirons. Les Nations Unies font également face à d’autres défis. En Haïti, par exemple. Le Canada a joué un rôle important dans ce pays en y envoyant des troupes, des policiers et des coopérants canadiens afin d’appuyer l’action des Nations Unies visant à rétablir la stabilité et à instaurer la démocratie. Et nous offrons à ce pays une aide de 100 millions de dollars par année pour son développement économique.

Toutefois, ensemble, nous devons faire en sorte que notre force multinationale permette la stabilité et le progrès, et qu’elle donne au gouvernement d’Haïti la capacité de venir en aide à ses citoyens, les plus démunis de l’Hémisphère occidental. Le Darfour présente aussi un défi important alors que les efforts multinationaux déployés pour assurer la sécurité passent de l’Union africaine aux Nations Unies. Il remet en question le principe que cette assemblée a avalisé l’an dernier – la responsabilité de protéger. Les Nations Unies ont autorisé là-bas

une mission au mandat solide? Mais le gouvernement du Soudan l'acceptera-t-elle? Au Moyen-Orient, le Canada s'est joint à la communauté internationale dans la reconstruction du Liban. Mais la FINUL assurera-t-elle la sécurité à la frontière septentrionale d'Israël et conduira-t-elle à un processus de paix dans la région?

La prolifération nucléaire nous menace tous. Sommes-nous prêts à faire en sorte que les décisions prises par le Conseil de sécurité soient pleinement appliquées? Agirons-nous pour stopper les activités qui n'ont d'autres fins que l'acquisition d'armes nucléaires? Voilà certaines des épreuves auxquelles le monde entier doit faire face. Mais il y en a aussi propres à cette organisation. Le nouveau Conseil des droits de l'homme deviendra-t-il une tribune où ces droits passeront vraiment avant les manœuvres politiques? Ou aura-t-il le même sort que l'organisation qui l'a précédé et a failli à sa tâche? Mais je dois vous le dire, les toutes premières indications montrent qu'il n'y a pas eu beaucoup de changements. On n'a pas encore tourné la page. Et que fera-t-on pour faire avancer la réforme de l'administration de l'ONU? Plus tôt cette année, on a donné au nouveau gouvernement du Canada le mandat de faire en sorte que notre gouvernement national rende davantage de comptes, pour faire en sorte que les contribuables en aient pour leur argent, et que l'on poursuive un programme clair et ciblé qui donne des résultats concrets.

Les Nations Unies ne devraient accepter rien de moins. Cette organisation doit rendre davantage de comptes et devenir efficace. La réforme de l'administration doit se poursuivre et à un rythme accéléré. Les contribuables des nations membres – et parmi eux, les contribuables canadiens – font des contributions financières significatives à cette organisation. Ils ont donc le droit de s'attendre à des mécanismes de contrôle plus stricts et plus impartiaux, à des rapports plus précis sur la façon dans les fonds sont dépensés et à des pratiques de recrutement et de promotion fondées sur le mérite. Je viens de décrire les épreuves par lesquelles cette organisation sera jugée. Le Canada veut que ce jugement soit positif. Nous étions présents lorsque les Nations Unies ont été créées, motivés, à l'instar des autres, par un besoin pressant de dégager un nouveau consensus international dans un monde dévasté par la guerre. Et à l'instar des autres, nous avons été motivés par notre propre intérêt pragmatique et de nobles aspirations pour l'humanité tout entière.

Plus de 60 ans après, la formule est toujours la même. Il est toujours difficile de rassembler les nations pour bâtir un monde meilleur, de forger un consensus sur des objectifs communs et de trouver la volonté politique de traduire ces décisions en actes. Lorsque ces objectifs ont été atteints, le Canada a toujours été là avec vous – dans la guerre contre le fascisme, pendant la Guerre froide, dans les dizaines de missions de paix commanditées par l'ONU et, dernièrement, dans les engagements militaires dans les Balkans et le Golfe persique. Aujourd'hui, l'Afghanistan est en tête de liste des défis que nous devons relever collectivement et qui nous appelle à bâtir la paix dans une nation qui ne la connaît pas encore et où les progrès exigent toute une gamme de capacités déployées par toute une gamme de nos États membres. Mon plus cher espoir est que nous puissions déclarer avec fierté aux leaders de demain : nous, les Nations Unies, avons pris cette responsabilité en Afghanistan, nous avons été à la hauteur des attentes et nous avons relevé le défi fermement, collectivement et avec succès.

Dans cette entreprise et les autres dont j'ai parlé, le Canada sera toujours là avec vous.
Merci.